



# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES ANNEE 2021**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 17 FEVRIER 2021**

**Délibération N°2021-1-02**

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - ANNEE 2021

## SOMMAIRE

- Éléments de contexte relatifs aux collectivités locales.
- Les finances de la collectivité – Bilan de l'exécution 2020.
- Les orientations budgétaires pour l'année 2021.

# Éléments de contexte relatifs aux collectivités locales

## CADRE GENERAL DU DOB

**Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)** : étape obligatoire et préalable au vote du budget primitif (BP) prévue à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) pour les communes de plus de 3 500 habitants.

Ces orientations budgétaires doivent faire l'objet d'un **débat au sein du conseil municipal** dans **les deux mois précédant le vote du budget**, ce débat intervient **lors d'une séance du conseil municipal**.

### Objectifs :

- Informer l'assemblée délibérante sur l'évolution de la situation financière de la ville.
- Permettre aux conseillers municipaux de débattre sur les orientations générales à retenir pour l'exercice suivant et aussi pour les années futures en fonction des priorités et des choix budgétaires proposés par l'exécutif.

Le débat n'a pas vocation à présenter le détail des actions et des crédits inscrits dans le budget primitif de l'année. Il s'appuie sur les éléments connus au 31 décembre dernier et sur les informations prévisibles à ce jour.

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (article 107) a complété les dispositions relatives à sa forme et au contenu du débat.

Le débat et le rapport d'orientations budgétaires n'ont pas de caractère décisionnel. Toutefois, le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires sous la forme d'une délibération spécifique qui fait l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

## **CONTEXTE INSTITUTIONNEL – PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2021.**

### **La stabilité d'ensemble des dotations de l'Etat aux collectivités**

- Stabilité de l'enveloppe de la DGF : 26,8 milliards d'€ dont 18,4 milliards d'euros pour le bloc communal et EPCI.

### **La préservation des variables d'ajustement du bloc communal maintenue à leur niveau de 2020 :**

- la Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) des communes et des EPCI,
- les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP),
- la compensation du versement transport

### **La Progression de la péréquation au sein de la DGF :**

- + 90 M € pour la Dotation de Solidarité Urbaine
- + 90 M € pour la Dotation de Solidarité Rurale

### **L'automatisation du FCTVA :** La réforme d'automatisation consiste à mettre en place une procédure informatisée permettant un calcul automatique du FCTVA, à partir des imputations comptables des dépenses des collectivités locales. Ainsi, le FCTVA sera établi non plus à partir des déclarations remplies par les collectivités, mais sur une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement.

### **La poursuite de la réforme de la Taxe d'habitation :** Confirmation de la suppression totale de la TH sur les résidences principales d'ici 2023. A partir de 2021, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne percevront plus la TH sur les résidences principales payée par les 20% des ménages «les plus aisés». Elle sera perçue par l'État en 2021 et 2022 («nationalisation») de la TH sur les résidences principales pendant 2 ans).

### **Allègement des impôts de production ( CFE, CVAE et TF) en faveur des entreprises :** Réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels. Donc incidence sur le produit de la Taxe Frontière Bâtie (TFB). La perte de recettes sera compensée par un prélèvement directement sur les recettes de L'État .

### **Suppression de la taxe funéraire,** (taxe facultative portant sur les convois, les inhumations et les crémations)

### **Nationalisation des taxes locales sur l'électricité,**

### **Compensation des pertes de recettes induites par la crise sanitaire** - Reconduction de la clause de sauvegarde pour le bloc communal,

### **Renforcement du soutien à l'investissement local (DSIL),**

## LES FINANCES DE LA COLLECTIVITÉ – BILAN DE L'EXÉCUTION - ANNEE 2020

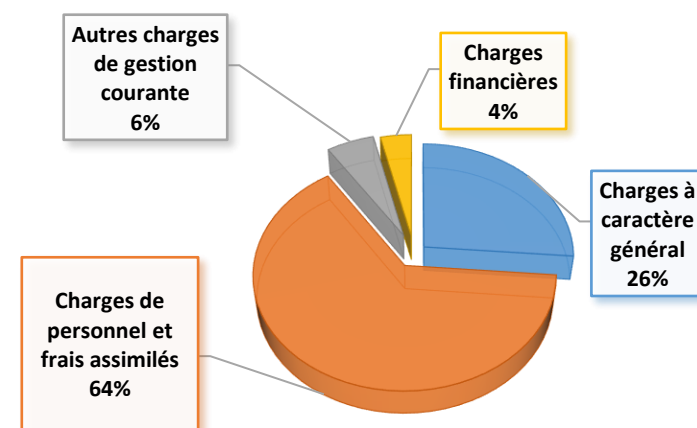
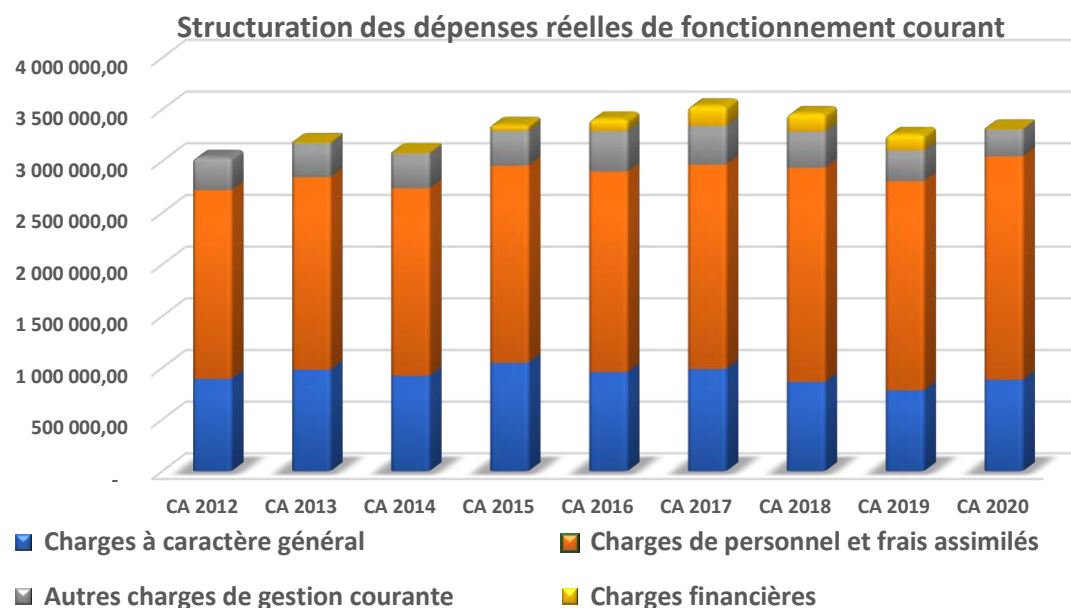
BALANCE GENERALE - COMPTE ADMINISTRATIF 2020 - Budget Principal					Pour mémoire Année 2019	
FONCTIONNEMENT	Prévues	Exécutées	Rattachées	Total des réalisées	Total	% réalisé
Dépenses	3 690 817,02	3 292 779,10	31 373,40	<b>3 324 152,50</b>	3 420 973,70	<b>90,07%</b>
Recettes	3 690 817,02	3 547 396,54	8 329,00	<b>3 555 725,54</b>	3 600 577,52	<b>96,34%</b>
<b>Résultat de l'exercice 2020</b>				<b>231 573,04</b>	179 603,82	(A)
<i>Dont Report exercice 2019</i>	138 293,02			<b>138 293,02</b>	<b>107 945,82</b>	(B)
<b>Résultat de clôture section de fonctionnement</b>				<b>369 866,06</b>	<b>287 549,64</b>	(C)=(A)+(B)
INVESTISSEMENT	Prévues	Réalisées	Restes à Réaliser	Total	Total	
Dépenses	871 103,64	<b>590 039,44</b>	<b>22 407,65</b>	<b>612 447,09</b>	1 103 257,02	<b>67,73%</b>
Recettes	871 103,64	<b>652 453,51</b>	<b>48 328,30</b>	<b>700 781,81</b>	659 749,84	<b>74,90%</b>
<b>Résultat de l'exercice 2020</b>		<b>62 414,07</b>	<b>25 920,65</b>	<b>88 334,72</b>	<b>-443 507,18</b>	(D)
<i>Dont report exercice 2019</i>	1 047,33	<b>1 047,33</b>	<i>Solde Restes à réaliser</i>	1 047,33	485 476,37	E
<b>Résultat de clôture section d'investissement</b>		<b>63 461,40</b>				(F)=D+E
<b>RESULTAT GLOBAL- EXERCICE BUDGETAIRE 2020</b>				<b>Total</b>	<b>Total</b>	
Dépenses Globales	<b>4 561 920,66</b>	<b>3 882 818,54</b>				
Recettes Globales	<b>4 561 920,66</b>	<b>4 339 075,60</b>				
		<b>Résultat de clôture section de fonctionnement</b>		<b>369 866,06</b>	<b>287 549,64</b>	
		<b>Résultat de clôture section d'investissement</b>		<b>63 461,40</b>	<b>1 047,33</b>	
		<b>RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE</b>		<b>433 327,46</b>	<b>288 596,97</b>	
		<i>Solde restes à réaliser 2020</i>		<b>25 920,65</b>	<b>40 921,86</b>	
		<b>RESULTAT global (y compris RAR)</b>		<b>459 248,11</b>	<b>329 518,83</b>	

Un taux d'exécution budgétaire de la section de fonctionnement de 907% par rapport aux prévisions.

Un résultat de clôture de la section de fonctionnement en hausse de près de 30% par rapport à l'année 2019.

## DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement courant sont exécutées à hauteur de : **3 246 042.21 €** (en données brutes) pour l'année 2020. Elles ont diminué de **- 2.83%** par rapport à l'année 2019.



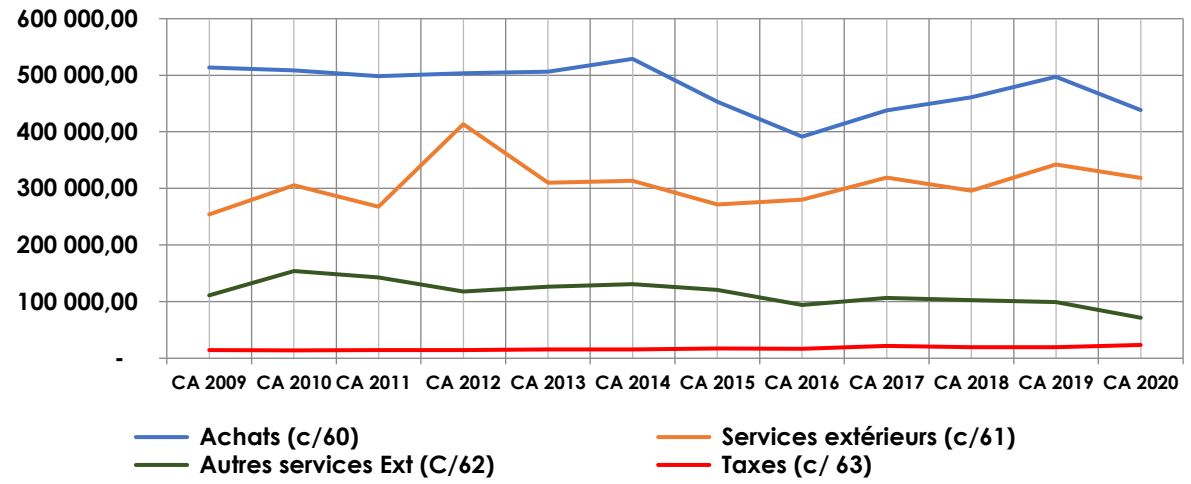
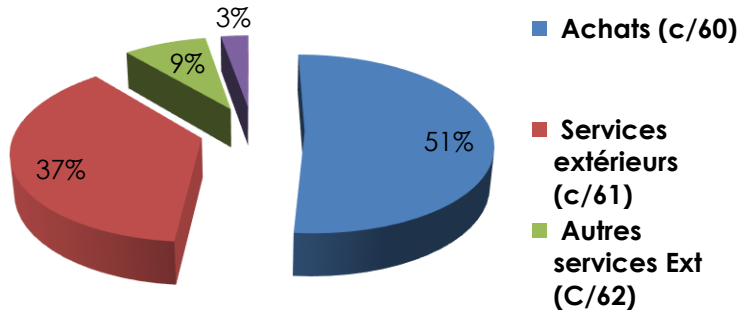
Les dépenses liées aux services représentent **96 %** des dépenses réelles de fonctionnement courant de la collectivité réparties comme suit :

- Les charges de personnel pour **64%**
- Les charges à caractère général pour **26%**
- Les autres charges de gestion pour **6%**
- Les charges financières sont de l'ordre de **4%**

# Charges à caractère général : exécutées à hauteur de 852 437.82 € pour une prévision de 1 024 100 €

En recul de -11,02% avec une tendance très marquée au niveau des achats,

Charges à caractère général (011)



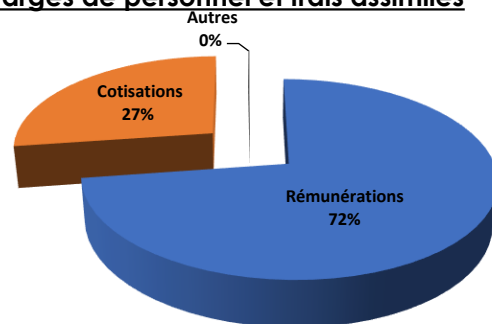
	CA 2019	Prévisions 2020	CA 2020	CA 2020/19
Achats (c/60)	496 942,12	526 380,00	438 260,68	-11,81%
Services extérieurs (c/61)	342 134,63	357 120,00	318 779,65	-6,83%
Autres services Ext (C/62)	99 386,25	117 600,00	71 727,49	-27,83%
Taxes (c/ 63)	19 554,00	22 000,00	23 670,00	21,05%
<b>Total</b>	<b>958 017,00</b>	<b>1 024 100,00</b>	<b>852 437,82</b>	<b>-11,02%</b>

- À retenir**
- Achats de prestations : +43.6%**
  - Eau et assainissement : +12.4%**
  - Energie électricité : - 24.42%**
  - Fournitures d'entretien : + 24.6%**
  - Alimentation : - 25.5%**
  - Carburant : - 24.5%**
  - Vêtements de travail : +18.6%**
  - Prime d'assurance : +20%**
  - Entretien et réparation sur bâtiments : +61%**
  - Fêtes et cérémonies : -49.7%**

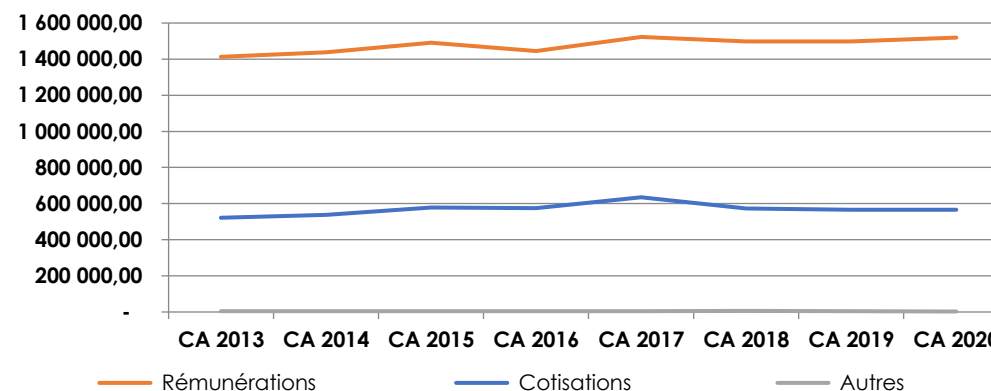
Les achats de prestations intègrent les interventions de Cailly-Emploi pour la désinfection des bâtiments communaux dans cette période de pandémie.

# Charges de personnel :

**Charges de personnel et frais assimilés**



Exécutées à hauteur de 2 088 633.14 € pour un prévisionnel de 2 243 376.72 €  
En progression de + 1.04% par rapport au CA de l'année 2019



## Structure des effectifs : Au 31/12/2020

Postes ouverts : **56** -

Postes pourvus : **53, soit 51.52 ETP**

Nombre d'heures de travail rémunérées : **103 874.16 H** en 2020  
contre 100 610 H en 2019.

### Répartition par statut :

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Contractuels non permanents (publics)
<b>En nombre</b>	<b>52</b>	<b>04</b>	<b>04</b>
<b>En ETP</b>	<b>48.44</b>	<b>3.08</b>	<b>1.37</b>

Cette augmentation prend en compte :

### Les effets du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui englobent :

- Les avancements d'échelon du fait de l'ancienneté
- Les avancements de grade
- Les promotions internes

### Les besoins liés aux nécessités de service :

- La rémunération des heures complémentaires et supplémentaires
- Le remplacement des arrêts de maladie (CMO)
- Les besoins complémentaires en personnel dus à la mise en place des mesures sanitaires liées à la COVID 19.

### Répartition par filière et par statut :

Filières	Fonctionnaires	Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés)	Total	
			En nombre	En ETP
Administrative	6	0	6	6
Technique	30	0	30	29.72
Médico-sociale	4	0	4	04
Animation	08	04	12	10.80
Police	1	0	1	1
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>08</b>	<b>53</b>	<b>51.52</b>

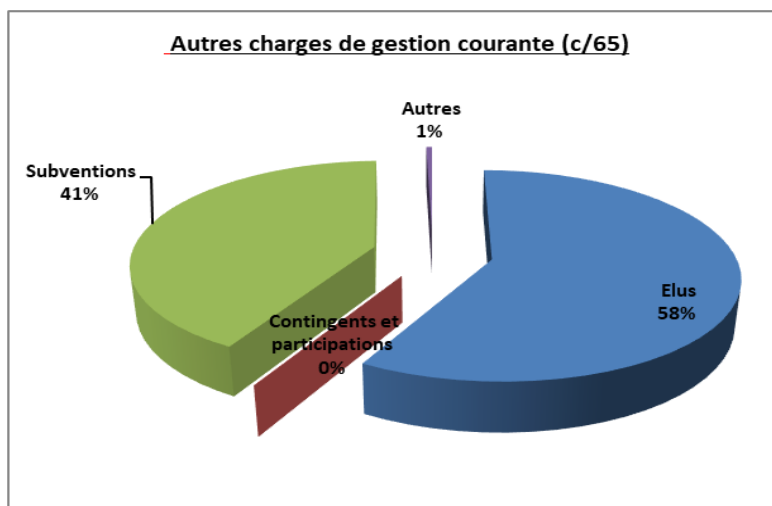


## Autres charges de gestion

Prévisions 2020 : 205 500,00 €

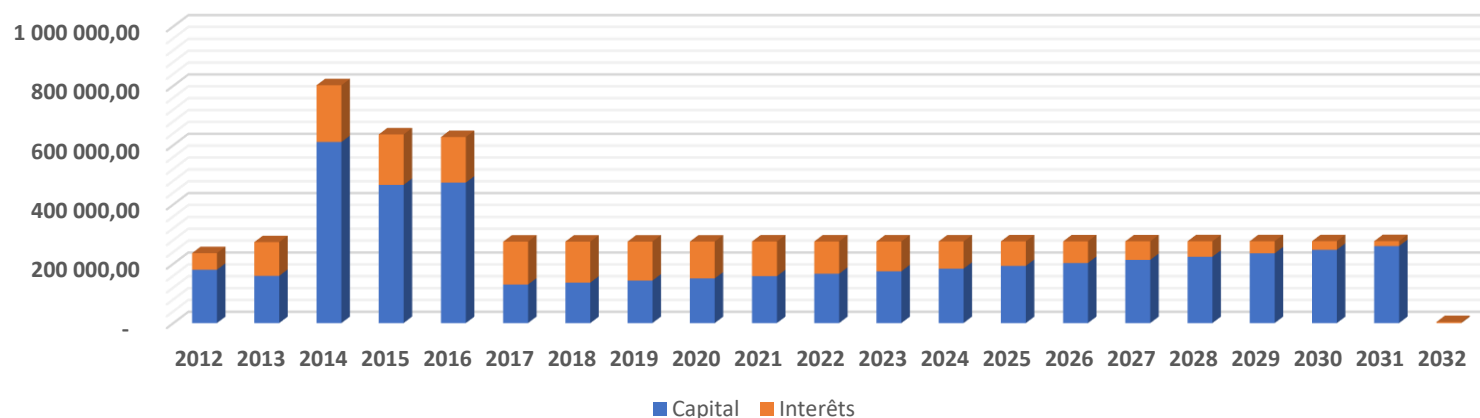
Exécution : 181 639.96 € en augmentation de +6.61% par rapport à l'année 2019

Comme vu précédemment ces charges en proportion, ne représentent que 6% de l'ensemble.



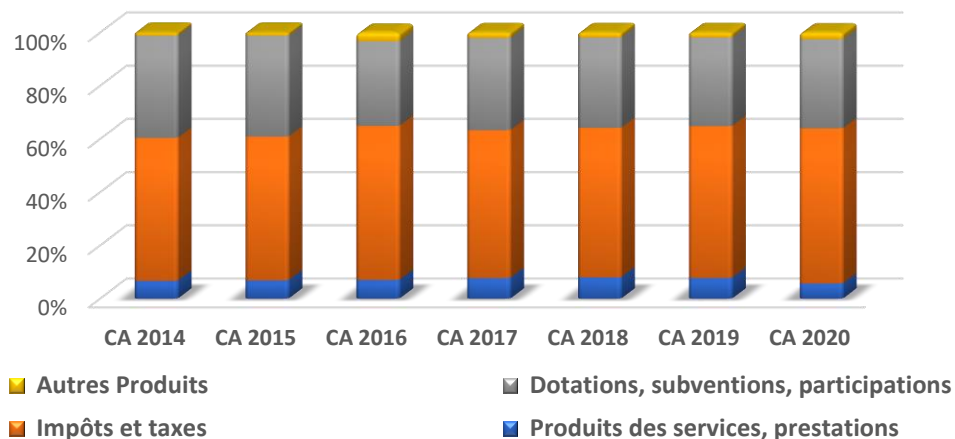
## Charges financières

Représente les intérêts de la dette actuelle de la collectivité : **118 509.93 € en 2020** contre 126 019,07 en 2019. Les intérêts varient en fonction du profil d'extinction de la dette représenté ci-après.

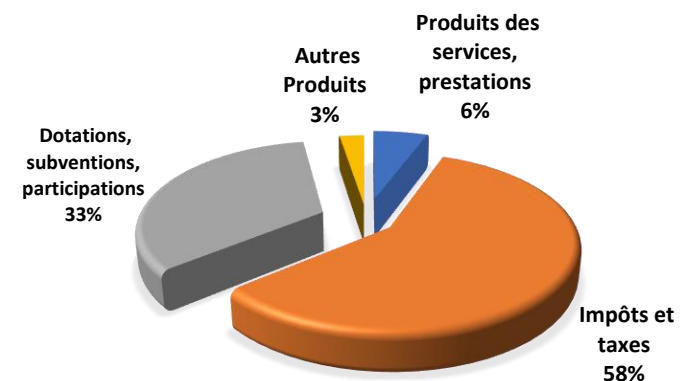


# LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les recettes de fonctionnement courant pour l'année 2020 ont été exécutées à hauteur de 3 489 552 € en recul de -0,66% par rapport au CA 2019.



STRUCTURATION DES RECETTES DE GESTION COURANTE 2020



	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	2020/ 2019
<b>Impôts et taxes</b>	1 923 732	1 928 901	1 887 376	2 047 656	1 935 452	1 962 300	2 003 693	2 035 658	+1.36%
<b>Dotations, subventions et participations</b>	1 359 684	1 378 561	1 340 945	1 123 952	1 207 077	1 185 879	1 170 661	1 167 234	-0.29%
<b>Produits des services</b>	236 273	238 891	242 238	247 578	268 073	277 558	272 362	197 756	-27.39%
<b>Autres recettes de gestion</b>	48 785	43 341	42 913	117 980	71 475	62 521	66 158	88 904	34.38%
<b>Produits de gestion courante corrigés des atténuations</b>	<b>3 568 474</b>	<b>3 589 694</b>	<b>3 513 472</b>	<b>3 537 166</b>	<b>3 482 077</b>	<b>3 488 258</b>	<b>3 512 874</b>	<b>3 489 552</b>	<b>-0.66%</b>

**A 58% les recettes courantes, reposent sur les deux principaux impôts locaux : la taxe d'habitation (TH) et le foncier bâti (TFB)**

Sous les effets de la crise sanitaire les produits de services en particulier ceux liés à la restauration scolaire, aux centres de loisirs, à la crèche, ont été très impactés, en recul de 27.39%.

En revanche les recettes liées à la fiscalité et aux dotations n'ont pas connu d'effets et sont restées stables. De ce fait la collectivité ne devrait pas pouvoir bénéficier du dispositif de garantie des recettes mis en place dans le cadre de la loi de finances rectificative de 2020.

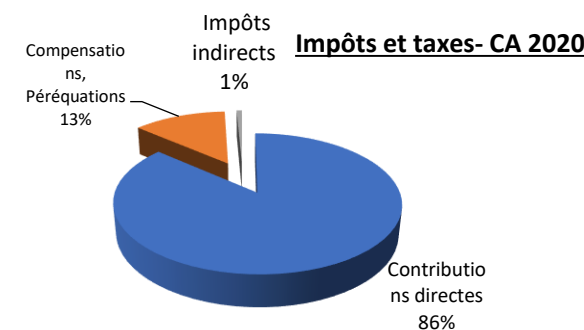
**LES CONTRIBUTIONS DIRECTES**

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA20/19
<b>Contributions directes</b>	1 600 689,00	1 645 691,00	1 655 601,00	1 676 316,00	1 692 889,62	1 729 633,00	1 758 889,00	1,69%
<b>Compensations, Péréquations</b>	310 524,37	224 691,00	263 502,00	237 949,00	248 298,00	258 805,00	262 157,00	1,30%
<b>Impôts indirects</b>	17 687,40	16 993,80	17 360,00	21 186,99	21 112,77	19 998,71	14 612,28	-26,93%
<b>Droits de mutations</b>	-	0,00	110 985,11	0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
<b>Total</b>	<b>1 928 900,77</b>	<b>1 887 375,80</b>	<b>2 047 448,11</b>	<b>1 935 451,99</b>	<b>1 962 300,39</b>	<b>2 008 436,71</b>	<b>2 035 658,28</b>	1,36%

Évolution de la fiscalité locale		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>(1)</sup>	2020
Taxe d'Habitation (TH)	Bases réelles	3 691 858	3 805 493	4 015 044	3 956 411	3 951 621	3 985 327	4 217 529	4 298 886
	Evol. Bases	9.63%	3%	5.5%	-1.46%	-0.12%	+0.85%	5.8%	1.92%
	taux	<b>15.57%</b>	<b>15.57%</b>	<b>15.57%</b>	<b>15,57%</b>	<b>15.57%</b>	<b>15.57%</b>	<b>15.57%</b>	<b>15.57%</b>
<b>Produit TH</b>		<b>574 822</b>	<b>592 515</b>	<b>625 142</b>	<b>616 013</b>	<b>615 267</b>	<b>620 515</b>	<b>656 669</b>	<b>669 337</b>
Taxe Foncière Propriétés bâties (TFPB)	Bases réelles	3 376 993	3 438 176	3 499 355	3 569 026	3 647 626	3 679 942	3 660 300	3 731 432
	Evol. Bases	+1.97%	1.8%	1.78%	2%	2.2%	+0.89%	-0.53%	+1.94%
	taux	<b>28.90%</b>	<b>28.90%</b>	<b>28.90%</b>	<b>28,90%</b>	<b>28.90%</b>	<b>28.90%</b>	<b>28.90%</b>	<b>28.90%</b>
<b>Produit TFPB</b>		<b>975 950</b>	<b>993 633</b>	<b>1 011 314</b>	<b>1 031 449</b>	<b>1 054 164</b>	<b>1 063 991</b>	<b>1 058 310</b>	<b>1 078 774</b>
Taxe Foncière Propriétés non bâties (TFPNB)	Bases réelles	7 896	7 944	8 092	8 099	8 051	8073	7 679	7 705
	taux	<b>79.15%</b>	<b>79.15%</b>	<b>79.15%</b>	<b>79,15%</b>	<b>79.15%</b>	<b>79.15%</b>	<b>79.15%</b>	<b>79.15%</b>
	<b>Produit TFPNB</b>		<b>6 249</b>	<b>6 288</b>	<b>6 405</b>	<b>6 410</b>	<b>6 372</b>	<b>6 390</b>	<b>6 078</b>
<b>Total des bases TH, TFPB, TFPNB</b>		<b>7 016 700</b>	<b>7 184 000</b>	<b>7 522 491</b>	<b>7 533 536</b>	<b>7 607 298</b>	<b>7 673 342</b>	<b>7 885 508</b>	<b>8 038023</b>
<b>Total des produits</b>		<b>1 557 295</b>	<b>1 600 689</b>	<b>1 645 691</b>	<b>1 653 872</b>	<b>1 675 804</b>	<b>1 690 896</b>	<b>1 721 057</b>	<b>1 755 224</b>
Produits supplémentaires		37 170	43 394	45 002	8 181	21 932	15 092	30 161	34 167
Evolution du produit		+2.44%	+2,78%	+2.81%	0,5%	1.32%	+0.9%	+1.78	+1.98%

**CONTRIBUTIONS DIRECTES**

- Taux de la fiscalité locale : **inchangé**
  - Évolution des bases de la fiscalité notifiées par l'État :
  - **TH +1.92% ; TFPB : 1.94%**
- Produit fiscal additionnel par rapport à 2019 : **+ 34 167 €**



**Les taux fiscaux municipaux n'ont pas varié depuis 2011**

Les bases de fiscalité évoluent de manière assez régulière sous l'impulsion :

- De la majoration nationale annuelle fixée par la loi de finances (+2,2% en 2019, 1,2% en 2020),
- De la «variation physique» des ( constructions, reclassements de logements), d'impact moyen.

<b>Evolution du produit fiscal / habitant</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Contributions directes /Hab.	384.32	394.67	407.14	<b>410.08</b>	<b>410.03</b>	<b>410.21</b>	<b>420.6</b>	<b>430.30</b>
Dont TH/Hab.	14.86	146.08	156.20	<b>152.74</b>	<b>150.54</b>	<b>150.53</b>	<b>160.48</b>	<b>164.09</b>

<b>Evolution du potentiel fiscal de la ville</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Potentiel fiscal 3 taxes (potentiel financier)	1 889 143	1 931 554	1 960 233	2 056 021	2 109 352	2 136 230	2 173 892	2 240 646
Potentiel fiscal 3 taxes	1 724 186	1 776 707	1 820 190	1 920 660	1 934 512	1 962 816	2 000 593	2 075 236
Potentiel fiscal 3 taxes /Pop DGF	<b>424 €</b>	<b>438 €</b>	<b>484 €</b>	<b>476 €</b>	<b>473€</b>	<b>475€</b>	<b>488€</b>	<b>508€</b>
Effort Fiscal	1.260068	1.259364	1.272667	1.248218	1.256266	1.29	1.3098	1.3275
Effort Fiscal moyen de la strate	1.101910	1.099298	1.096039	1.091497	1.093783	1.10	1.10	1.10
Potentiel fiscal 4 taxe/Pop DGF		715.37 €	716.97€	774.78€	787.60€	ND	805.68€	828€
Nombre de logements TH	1750	1 772	1806	1 823	1 824	1814	1 850	1 902

	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Nombre de foyers fiscaux	2 334	2 371	2 378	ND	2 373	NC
<b>Part des foyers non imposables</b>	<b>43.4%</b>	<b>59.4%</b>	<b>62.8%</b>	ND	<b>62.8%</b>	NC
Revenu fiscal moyen par foyer	20 564	20 772	20 865	ND	20 695	NC

Nombre de logements imposés à la TH	1 841	1 842	1 842	1 814	1850	
Dont part résidences secondaires	1.2%	1.1%	1.1%	14	1.9%	
Dont logement vacant	14	15	22	NC	15	
Valeur locative des locaux d'habitation	2 665	2 734	2 767	2 837	2 861	

**Politique d'abattement mise en place par la collectivité**

- Abattement général à la base (facultatif) : 15%
- Abattement pour charge de famille (obligatoire) :
  - o Personne deux 1<sup>ers</sup> rangs : 10%
  - o Personne à partir du 3<sup>ième</sup> rang 15%

Pop 2020 : 4 079 hab.

## FISCALITE REVERSEE

La fiscalité reversée intègre l'Attribution de Compensation (AC), la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) et le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales (FPIC) versés par la Métropole par les effets conjugués des transferts de charges et aussi le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Additionnelle à certains droits d'enregistrement.

Ce volet de fiscalité reversée représente près de 13% des impôts et taxes perçus par la collectivité.

Total fiscalité reversée : **261 143 €** qui se décompose de la façon suivante :

❑ Attribution de Compensation de la Métropole Rouen Normandie : **53 271 €**

❑ Dotation de Solidarité Communautaire de la Métropole Rouen Normandie : **132 799 €**

*Cette dotation prend en compte les critères de solidarité tels que - revenu par habitant, potentiel financier nombre de logements sociaux, nombre de bénéficiaires d'APL, population couverte par la CAF,...*

❑ Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales (FPIC) : **75 073 €**.

*Le niveau de cette dotation reste conditionné en grande partie au niveau des prélèvements et reversements qu'elle peut subir. Le territoire a été bénéficiaire net dans le cadre de ce fonds de péréquation pour un montant reversé de 12 705 637 € et prélevé à hauteur de - 845 923 € en 2020 soit un solde de 11 859 714 €. Une partie de cette somme est reversée aux différentes communes selon des critères de droit commun arrêté.*

*En 2020, la commune a subi un prélèvement sur recettes FPIC de - 3 277 €.*

## FISCALITE INDIRECTE

Le volet, impôts indirects, concerne la taxe sur la publicité extérieure (TLPE), et les droits de place. Son poids sur les recettes de fonctionnement est très marginal. Total fiscalité indirecte : **14 612,28 €**

Compte tenu des effets de la crise sanitaire, la collectivité avait accordé un abattement de 30% sur le montant de la TLPE payée.

## DOTATIONS ET PARTICIPATIONS ( CHAP. 74)

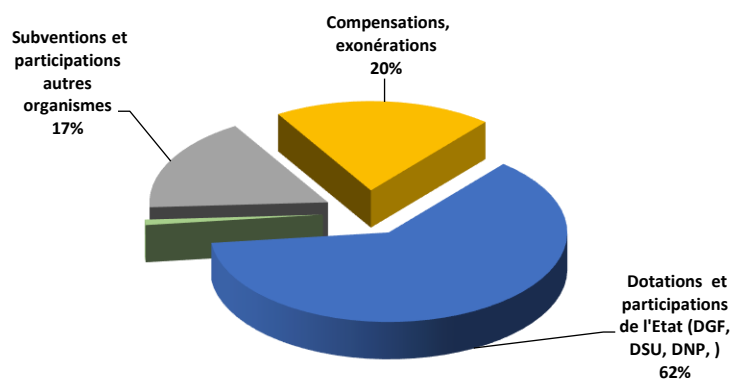
Les recettes en dotations et participations représentent 33% de l'ensemble des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité, dont une part importante (86%) pour les dotations de l'État. La baisse est de -0,8% en 2020 contre -1,32% en 2019.

On observe toujours cette érosion continue de la DGF même après 2017, quand l'État cessa d'appliquer la contribution au redressement des finances publiques. Pour l'année 2020, elle subit une baisse de -1,51% en raison des mécanismes d'ajustement interne de l'enveloppe de la DGF au niveau national et l'effet de la baisse de population observée.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA20/19
<b>Dotations et participations de l'Etat (DGF, DSU, DNP, )</b>	952 978,07	876 396,94	777 701,47	755 303,39	749 719,98	725 806,01	714 842,46	-1,51%
<b>Subventions et participations des Communes, Départements, groupements de communes</b>	62 923,79	42 958,43	17 982,76	16 229,30	16 857,08	21 923,98	11 350,64	-48,23%
<b>Subventions et participations autres organismes</b>	164 723,58	185 626,66	205 621,11	204 774,34	195 346,69	197 912,10	197 913,10	0,00%
<b>Compensations, exonérations</b>	199 430,03	235 963,85	108 834,00	230 769,81	223 956,11	224 533,12	228 443,00	5,66%
<b>TOTAL</b>	<b>1 380 055,47</b>	<b>1 340 945,88</b>	<b>1 110 139,34</b>	<b>1 207 076,84</b>	<b>1 185 879,86</b>	<b>1 170 175,21</b>	<b>1 152 549,20</b>	<b>-0,80%</b>

### Zoom sur les dotations de l'État

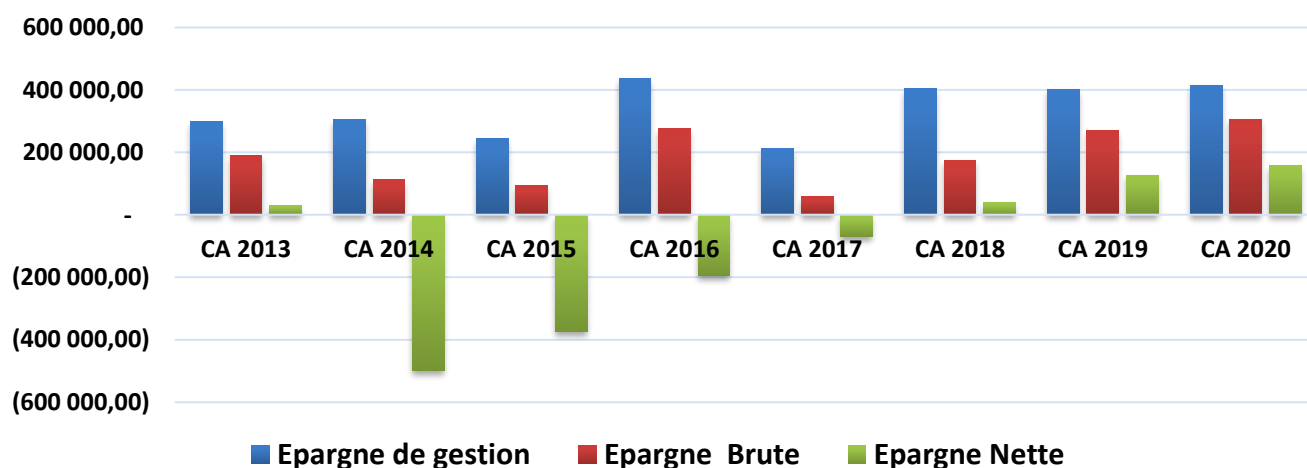
#### Structuration Chapitre 74 Dotations et Participations



Types de dotations	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evol. De 2020/2014
<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>864 951</b>	<b>791 135</b>	<b>709 744</b>	<b>671 587</b>	<b>667 279</b>	<b>656 590</b>	<b>649 370</b>	<b>-24,92%</b>
<i>Evolution :</i>	- 30 027	73 816	- 81 391	-38 157	-4 308	-10 689	- 7 220	- 215 581
<i>Evolution (n/n-1)</i>	-3.35%	-8.19%	-10.29%	- 5,38%	-0.64%	- 1.6%	-1.09%	
<i>Dont participation à la réduction du déficit</i>	- 26 085	-66 198	-68 400	- 33 081				<b>-193 764</b>
<b>DSR</b>	<b>38 770</b>	<b>41 738</b>	<b>43 811</b>	<b>47 273</b>	<b>49 228</b>	49 205	50 887	+28 %
<b>DNP</b>	<b>22 172</b>	<b>19 955</b>	<b>17 960</b>	<b>16 164</b>	<b>14 548</b>	13 093	11 784	- 46.85%
<b>Total dotations Etat</b>	<b>925 893</b>	<b>852 828</b>	<b>771 515</b>	<b>735 024</b>	<b>731 055</b>	<b>718 888</b>	<b>712 041</b>	

# LES EQUILIBRES FINANCIERS

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Épargne de gestion	299 658,00	305 345,00	245 951,00	438 343,00	214 000,00	405 107,00	400 921,00	420 803,08
Épargne Brute	189 608,00	112 656,00	92 560,00	276 256,00	57 842,00	173 478,00	269 002,00	306 719,00
Épargne Nette	30 653,00	- 497 621,00	- 373 320,00	- 195 511,00	- 70 112,00	+39 022,00	+127 715,00	+158 227,47



## Capacité d'Autofinancement Nette (CAF nette)

La Capacité d'Autofinancement Nette ou (épargne nette) représente l'excédent résultant du fonctionnement après remboursement des dettes en capital.

Cet indicateur de gestion mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à dégager au niveau de son fonctionnement des ressources propres pour financer ses dépenses d'équipement une fois ses dettes remboursées.

L'exercice 2020, fait apparaître une nouvelle amélioration de la capacité d'autofinancement nette de la collectivité, qui s'établit après remboursement de la dette à **+ 158 227,47€**, (+23,9%) et ce malgré les effets de la crise sanitaire liés au coronavirus.

Bien que la trajectoire s'améliore, le faible niveau de l'épargne brute doit conduire la collectivité **à poursuivre** dans le temps, la maîtrise de ses charges de gestion pour améliorer ses marges de manœuvre au profit de la section d'investissement.

## LA SECTION D'INVESTISSEMENT : LES DEPENSES

076-217336 - 2021-02-20 12:00:20 - 125

Accusé certifié exécutoire

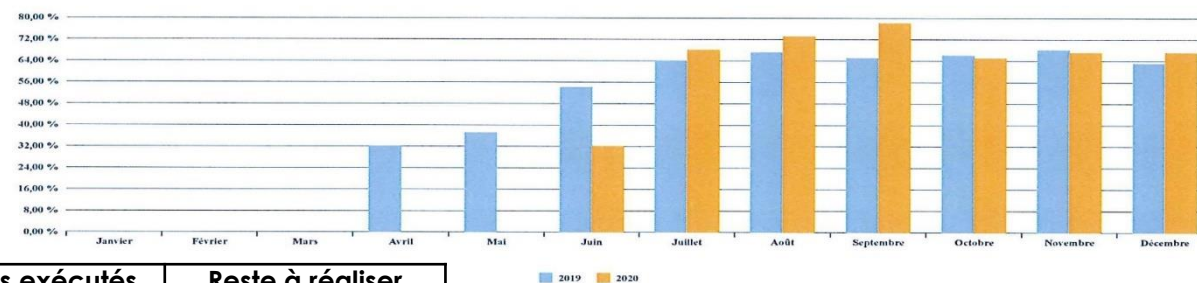
Réception par le préfet : 23/02/2021

	Année 2019	Année 2020
Total des dépenses d'équipement	655 048.75	441 548.22
Remboursement capital de la dette	141 287,09	148 491.22
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>796 335.84</b>	<b>590 039.44</b>

## Opérations réalisées sur l'ensemble de l'année 2020

Objet	Montants exécutés	Reste à réaliser
Réhabilitation de l'ancienne école ARAGON PREVERT	<b>311 004,32</b>	6 850.75
Achat de matériels pour les écoles	<b>10 458.42</b>	
Réfection de la clôture de l'école Jean Lurçat	<b>18 280.80</b>	
Fourniture et pose de stores nouvelle classe A/P	<b>2 490.92</b>	
Remplacement matériel de sécurité de l'école A/P	<b>4 892.55</b>	
Remplacement du platelage de la terrasse de l'école A/P (RAR 2019)	<b>3 681.71</b>	
Mise aux normes de l'éclairage des tennis couverts	<b>15 027.98</b>	
Remplacement chauffage de la Maison des jeunes	<b>1 808.69</b>	
Réparation clôture Stade	<b>1 434.13</b>	
Plantation d'un sequoia dans le parc	<b>2 866.00</b>	
Fourniture et pose d'un étage sup. au columbarium	<b>3 690.00</b>	
Réparation grillage des tennis extérieurs	<b>3 240.00</b>	
Réparation clôture du restaurant scolaire suite à un accident routier	<b>1 117.20</b>	
Raccordement de l'église au réseau Gaz	<b>12 154.30</b>	
Pose de rideau métallique	<b>2 467.20</b>	
Remplacement des blocs de secours du foyer municipal	<b>3 052.74</b>	
Remplacement blocs de secours A/P	<b>2 563.39</b>	
Acquisition d'un abri de jardin	<b>2 128.00</b>	
Achat de matériel	<b>5 476.44</b>	
Renouvellement du matériel informatique	<b>14 171.44</b>	
Refonte du site internet de la ville	<b>12 798.00</b>	
Logiciel	<b>5 475.00</b>	
Travaux de rénovation de la salle des délibérations		8 828.27
Remplacement d'un volet papillon d'un cabinet médical		5 348.63
Éclairage extérieur au Gymnase Richardson		1 380.00
<b>TOTAL</b>	<b>441 548.22</b>	<b>22 407.65</b>

Le taux de consommation des dépenses d'investissement réel



❑ Par rapport aux prévisions les dépenses d'équipement ont été exécutées à hauteur de 61% par rapport aux prévisions. Près de 78% de ces dépenses sont relatifs aux bâtiments communaux.

❑ En 2020 l'effort d'équipement mesuré par le rapport **DRI/RRF** est donc de près de 13%

**DRI** = dépenses Réelles d'investissement (hors capital de la dette)

**RRF** : recettes réelles de fonctionnement

❑ Le remboursement du capital de la dette a représenté 25% des dépenses réelles d'investissement en 2020 contre 18% en 2019.

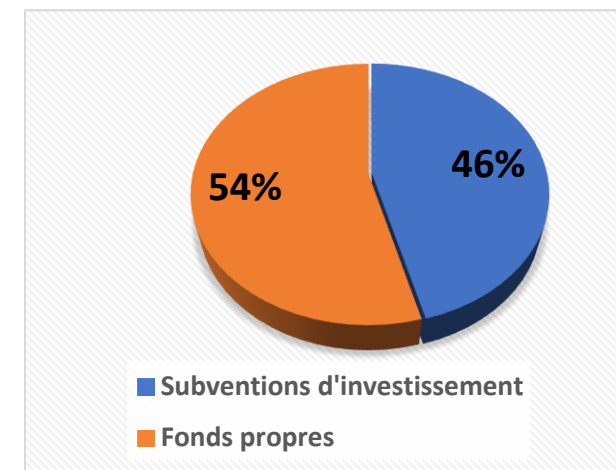


**LES RECETTES**

	Année 2019	Année 2020
Total des recettes d'équipement	0,00	0,00
Recettes financières	230 251.59	574 343.21
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>230 251.59</b>	<b>574 343.21</b>

**Détail des subventions d'investissement**

Subventions d'investissement	Montants exécutés	Reste à réaliser
Région Normandie – Cabinets médicaux	64 968.00	
MRN – FISC Cabinets Médicaux	50 762,36	
MRN – FAA Cabinets médicaux Solde RDC + étage	80 868,00	25 002.00
État – DETR – Cabinets Médicaux (Solde RDC + acomptes étage)	96 713.97	17 470.64
MNR – FISC câblage RJ45 école Jean LURCAT	638.98	
MNR – FISC Accessibilité école Jean LURCAT	2 114.18	
MNR – FISIC Contrôle d'accès cabinets médicaux	2 753.16	
État DETR Vidéosurveillance Parvis	1 140.86	
État – DETR Éclairage tennis couvert		3 513.40
MRN – FSIC - Éclairage tennis couverts		2 342.26
<b>TOTAL</b>	<b>299 514.74</b>	<b>48 328.30</b>



# L'ENDETTEMENT

## Situation de la dette au 31/12/2020

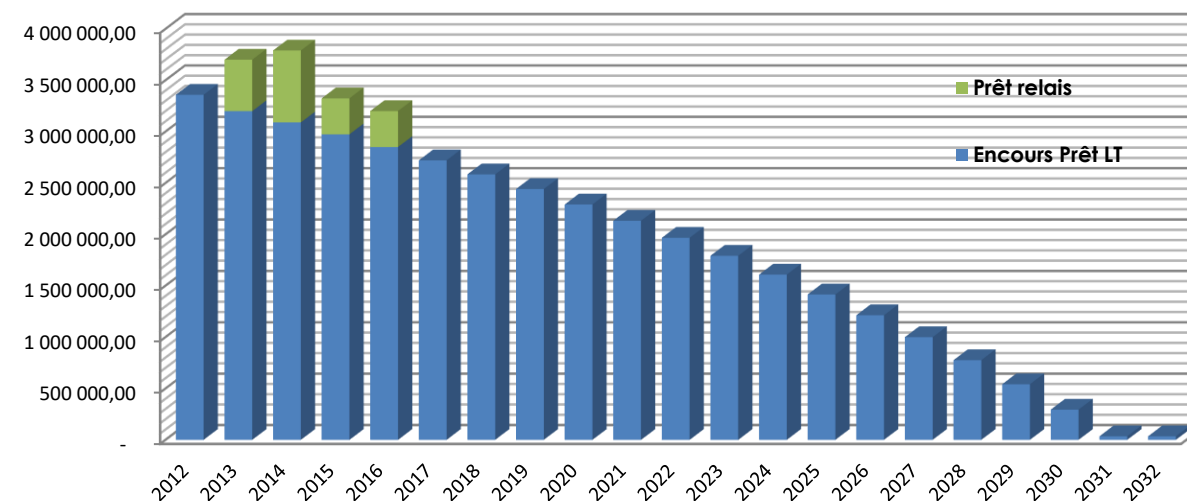
- Pas de mobilisation de nouveaux emprunts en 2020.
- Encours de la dette au 31/12/2020 : 2 299 759.44€
- Profil d'extinction de la dette au 31/12/N : inchangé,
- L'annuité de la dette est de : 66,86 €/Habitant

## Capacité de désendettement en 2020 = 7,73 ans

(encours de la dette / épargne brute (exprimée en année))

Comprise entre 0 et 10 ans ce qui correspond à une situation de solvabilité satisfaisante de la commune

## Profil d'extinction de la dette actuelle



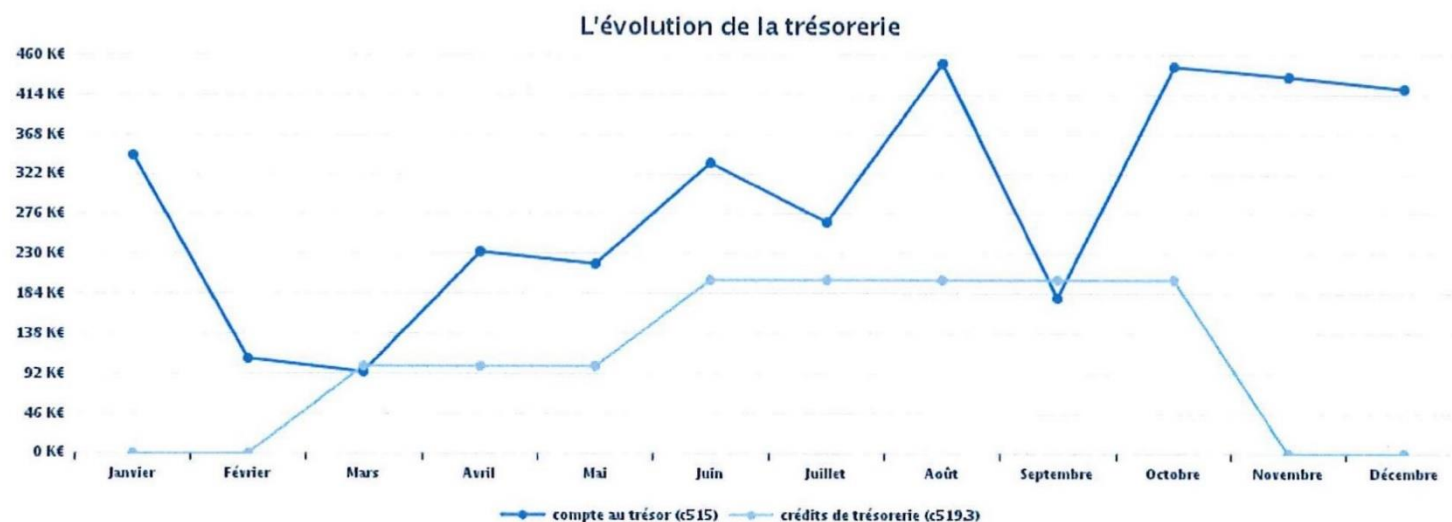
	CA2013	CA2014	CA2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
<b>Encours de la dette</b>	3 699 846.47	3 789 569	3 323 689,36	2 851 922	2 723 968	2 589 512,75	2 448 225.66	2 299 759.44
<b>Encours /Hab.</b>	905€	929€	826 €	706€	666€	628€	598€	563€
<b>Annuité de la dette</b>	272 743.14	801 630,81	636 504,95	624 405.64	272 743.14	272 743.14	272 743.14	272 743.14
<i>Dont capital</i>	158 955.29	610 277.00	465 879,86	471 767.29	127 954.03	138 287.85	131 226,49	148 466.22
<i>Dont intérêt</i>	113 787.85	191 353.81	170 625,03	152 638.35	144 789.11	134 455.29	143 226,49	126 276.92
<b>Annuité / Hab.</b>	66.71€	196 €	158 €	154 €	66.73€	66,17€	66,65€	66.86€
<b>Taux de charge de la dette</b>	7,59%	21,9%	17,9%	17.60%	7.85%	7,09%	7.75%	7.7%

# LA TRESORERIE

Au 31/12/2020 la trésorerie de la ville était de : **421 471€** contre 312 772 € au 31/12/2019

La collectivité a mobilisé sa ligne de trésorerie en mars et en juin respectivement de 100 000 €.

Sommes remboursées courant octobre 2020.



Délai global de paiement des fournisseurs : **12.38 Jours** contre 14.03 jours en 2019.

## **Ce qu'il faut retenir de la situation financière de la collectivité en 2020**

- Un impact très limité de crise sanitaire sur les ressources de la collectivité avec un taux d'exécution de 96% par rapport aux prévisions;**
- Des charges de fonctionnement courantes maîtrisées, malgré les mesures sanitaires liées mises en œuvre depuis le début de l'année; en particulier une bonne maîtrise de la masse salariale ;**
- Une amélioration de la capacité d'autofinancement de la collectivité;**
- Un taux d'exécution des dépenses d'investissement de l'ordre de 61%;**
- Un endettement maîtrisé avec une capacité de désendettement de l'ordre de 7,73ans inférieure à 10 ans : ce qui correspond à un situation de bonne solvabilité de la collectivité;**
- L'amélioration des délais de paiement des fournisseurs,**

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2021

Ces orientations budgétaires 2021, s'inscrivent dans un contexte économique sociale très particulier . De grandes incertitudes demeurent quant aux effets dans le temps de cette crise sanitaire qui forcément impacte et impactera le fonctionnement des collectivités avec son corolaire sur la mise en œuvre des programmes d'investissement.

## LE FONCTIONNEMENT

### LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : LA STAGNATION

#### LES CONTRIBUTIONS DIRECTES :

**En 2021 : Pas d'augmentation des taux municipaux de la fiscalité locale pour :**

- La Taxe sur le foncier bâti (TFPB) : 28,90%,
- La Taxe sur le foncier non bâti (TFNB) : 79,15%.

**Rappel** : Taux inchangés depuis 2011.

En 2020 la collectivité n'a pas voté de taux pour la Taxe d'habitation : 15,57 % , (gelé par la réforme de la TH).

**Attention** : Avec la réforme de la TH, le bloc communal et les département verront leur panier fiscal modifié à partir de cette année 2021. A partir de 2021, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne percevront plus la TH sur les résidences principales payée par les 20% des ménages «les plus aisés». Elle sera perçue par l'Etat en 2021 et 2022 («nationalisation») de la TH sur les résidences principales pendant 2 ans).

Le montant de TFPB départemental transféré en compensation à une commune n'est pas automatiquement égal au montant de ressources de TH perdu par cette commune. Afin de neutraliser ces écarts, il est mis en place un **Coefficient Correcteur**; celui-ci, calculé par les services de l'État en 2021, sera fixe et s'appliquera chaque année aux recettes de TFPB de la commune.

**Ces données figureront dans l'Etat 1259 non encore communiquées par les services fiscaux à ce jour.**

**Les produits issus de la fiscalité ne devraient pas connaître de bouleversements majeurs.**

## Réforme de la taxe d'habitation – mécanisme de compensation à partir de 2021

A partir de 2021 le produit de la TH sera nationalisé

En 2021 la commune récupère le taux départemental TFPB à son niveau de 2020 ( 25,36%).

### ***Le pourquoi du Coefficient Correcteur (CC)***

- Le montant de TFPB départemental transféré en compensation à une commune n'est pas automatiquement égal au montant de ressources de TH perdu par cette commune transféré :
  - Il peut être **supérieur** et on parlera de « commune **sur-compensée** »
  - S'il est **inférieur** on parlera de « commune **sous-compensée** ».
- Afin de neutraliser ces écarts, il est mis en place un coefficient correcteur, calculé par les services de l'Etat et **s'appliquera chaque année aux recettes de TFPB de la commune.**
- Son application aura pour conséquence une minoration pour les communes sur-compensées (**avec un CC < 1**) et une augmentation de recette pour les communes sous-compensées (**CC > 1**).

## Règles de compensations

Avant la réforme			Après la réforme			
Ressources TH Résidences principales Année 2020 (1)	Produit de la TFPB de la commune Année 2020 (2)	Ressources totales TH + FPB de la commune (1+2)	Produit foncier Départemental Transféré à la commune (3)	Produit foncier bâti après transfert (2+3)	Coefficient correcteur ((1+2)/ (2+3))	Produit du foncier bâti après application du CC (2+ 3) * CC
669 337	1 078 774	1 748 111	933 595	2 012 369	0,868683129	1 748 111

**Pour le Houлма : CC du < 1 : la commune est surcompensée.**

Il est précisé que :

- Les exonérations/abattements communaux et départementaux seront, pour des raisons techniques, gelés en 2021 à leurs niveaux de 2020.
- Des mesures d'ajustement de l'assiette communale (harmonisation des abattements communaux et départementaux) seront appliquées pour assurer la neutralité de la réforme pour les contribuables.

### Le vote des taux de fiscalité en 2021

**TH :** Le taux de TH : est figé à son niveau de 2019 jusqu'en 2022

Comme en 2020, pas de vote de taux de TH en 2021

**TFPB :** La commune récupère le taux départemental TFPB à son niveau de 2020 ( 25,36%) donc il y aura un taux de référence pour la TFPB en 2021 = taux FPB communal ( 28,90%) + taux départemental (25,36%)= **54,26%**.

Si la commune souhaite reconduire ses taux en 2020, il ne faut pas qu'elle vote son taux de TFPB 2020 mais il convient qu'elle adopte son taux de TFPB 2020 augmenté du taux du département (25,36%),

**TFPNB : Si reconduction vote du taux de 2020**

**FISCALITÉ REVERSE :**  
Se sont toutes les ressources fiscales qui sont reversées par la Métropole Rouen Normandie par le biais de :

- L' Attribution de Compensation (AC)
- La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC )
- Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

Les dispositions de la loi de Finances de 2020 imposent aux métropoles de mettre en place un pacte financier et fiscal. Cette évolution doit se traduire par une évolution du fonctionnement de la DSC. Les critères de solidarité devront compter pour au moins 35% de l'ensemble de l'enveloppe de la DSC. Pour être en conformité avec la législation La Métropole Rouen Normandie travaille actuellement sur le transfert de la part de la « dotation TOEM » de la Dotation de Solidarité Communautaire dans les Attributions de Compensation.

A priori cela ne devrait pas poser de modification substantielle pour la ville. Toutefois il convient d'être attentif à l'évolution des critères de solidarité prises en compte ( potentiel financier et niveau de revenu / Hab. pondéré par la population de chaque commune).

#### **❑ LES DOTATIONS DE L'ETAT**

Il convient de retenir l'hypothèse retenue d'une érosion continue de la DGF, même si la loi de finances pour 2021 mentionne une stabilité des enveloppes.

Une baisse estimée entre 1,5% à 2% qui résulterait :

- D'une contraction de la part dynamique liée à la population ( Effet population)
- De l'écrêtement lié aux mécanismes d'ajustement interne de l'enveloppe de la DGF.

A ce stade de la préparation budgétaire, nous ne disposons pas de la répartition de la DGF pour les communes.

#### **❑ LES PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE**

Ces produits qui concentrent environ 6% des recettes de fonctionnement courantes de la collectivité risquent de pâtir une fois de plus des effets de la crise sanitaire encore cette année. En effet la fréquentation des structures municipales (crèche, centre de loisirs, restauration scolaire....) rendue aléatoire par des possibles mesures de confinement ou par des protocoles sanitaires de plus en plus contraignants.



## LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : UNE VIGILANCE ACCRUE

### ❑ LES DEPENSES DE GESTION COURANTE

Globalement les dépenses de gestion courante représentent plus de 96% des dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité. Ces dépenses dont la maîtrise est essentielle risquent d'être fortement affectées par la mise en place des mesures sanitaires.

***Au stade d'élaboration du budget, l'hypothèse d'évolution serait entre 1 et 1,2% par rapport aux prévisions de 2020.***

#### ❖ **LES CHARGES DE PERSONNEL**

Les charges de fonctionnement représentent 64% des dépenses courantes réelles de la collectivité

La maîtrise des dépenses de fonctionnement passe nécessairement par celle de la masse salariale. Comme les années antérieures, le pilotage de la masse salariale se poursuivra tout en intégrant :

- Une stabilité des effectifs,
- La prise en compte des lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels,
- Les effets du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui a un impacte mécanique,
- Les besoins complémentaires pour la mise en œuvre des mesures sanitaires liées à la COVID 19,

**Par rapport aux prévisions de 2020, l'hypothèse d'évolution envisagée pour le BP 2021 est à + 1,4% .**

#### ❖ **LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL**

Ces charges concentrent une grande partie du fonctionnement des services mis à la disposition de la population. Elles représentent 30% des charges de gestion. Son évolution d'une année sur l'autre ne doit pas altérer la qualité du service. Pour autant les investissements réalisés sur certains bâtiments notamment en matière d'économie d'énergie permettent de limiter les charges de fonctionnement des bâtiments communaux (Chauffage, électricité....)

Comme pour 2020 l'entretien courant et la maintenance des bâtiments restent une priorité. Par ailleurs il conviendra d'intégrer dans cette programmation budgétaire une attention particulière aux activités des centres de loisirs et des activités périscolaires.

La mise en place du protocole sanitaire nous impose de solliciter les services de la mission locale en termes de mise à disposition de personnel pour les protocole de désinfection qui engendrent inexorablement un surcroit d'activités.

**Par rapport aux prévisions de 2020, l'hypothèse d'évolution envisagée pour le BP 2021 est à + 0,2% ( et de 20% par rapport aux charges réellement supportées en 2020).**

#### ❖ **LES AUTRES CHARGES DE GESTION**

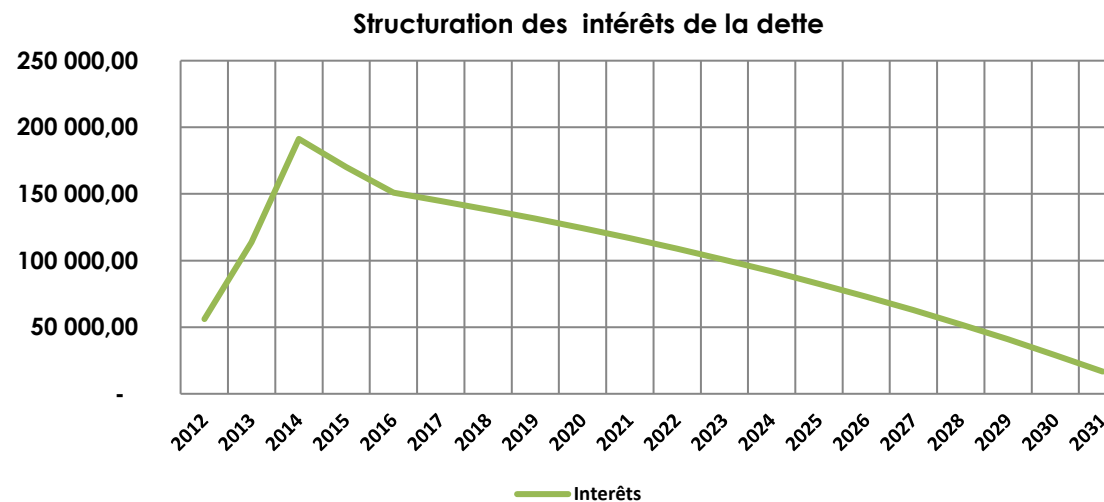
Ces charges ont la particularité de rester assez stables d'une année sur l'autre. Elles intègrent les indemnités des élus et les subventions versées.

## LES CHARGES FINANCIERES

Les charges financières qui correspondent aux intérêts de la dette ne représentent qu'une faible proportion des charges de fonctionnement de la collectivité (environ 4%).

Son évolution suit le profil d'extinction de la dette actuelle.

Intérêt de la dette pour 2021 : **116 732,16 € Soit 28,73 €/hab.**



## SECTION D'INVESTISSEMENT – LES DEPENSES

Conformément aux priorités de la mandature, les investissements prévus en 2021 devront satisfaire ce double objectif : structurer le territoire et maintenir une qualité de vie de la population.

Des études seront lancées en 2021 pour mieux approcher le volume d'investissement sur les projets structurants à venir.

### **Programme d'investissement pour 2021**

- Espaces publics - Aménagement d'un parking additionnel pour les cabinets médicaux : 210 000 €
- Bâtiments communaux – Réhabilitation de la toiture de la salle Arthur ASHE: 130 000 €
- Bâtiments communaux - Mise aux normes d'accessibilité : 30 000 €
- École Picart Ledoux – Travaux de désamiante chaufferie (remplacement des vannes) : 8 200 €
- École Picart Ledoux – Travaux de mise aux normes de la cour de récréation : 3 000 €
- Crèche Halte Garderie – Mise en conformité du système de chauffe de la structure : 20 000 €
- Stade Municipal – Réfection du mur d'enceinte du terrain de foot : 9 000 €
- Restaurant scolaire – Achat de matériels : 22 000 €
- Services techniques – Renouvellement de matériel : 35 000 €
- Gymnase Fernand Léger – Financement additionnel pour le remplacement des radiants (travaux P3) : 9 000 €
- Espace santé – Travaux de remise en état des chéneaux partie briques : 20 000 €
- Maison des jeunes – Clôture additionnelle pour sécuriser les accès à la structure : 2 600 €
- Études diverses : Définition du programme d'investissement réfection du foyer communal et du parc : 15 000 €
- Administration – Matériel informatique pour les besoins des services : 10 000 €
- Divers – 15 000 €

### **Plan pluriannuel d'investissement**

Les investissements futurs seront fonction des capacités réelles de la collectivité à autofinancer ces derniers. Des études en 2021 seront nécessaires pour mieux calibrer le programme au regard des possibilités financières de la collectivité. (PPI à venir)

**SECTION D'INVESTISSEMENT - LES RESSOURCES DISPONIBLES POUR 2021**

**Hypothèse** : Transfert de 230 000 € de l'excédent de fonctionnement vers l'investissement

PARTIE - RECETTES			PARTIE - DEPENSES		
Reste à réaliser (RAR) en recette - exercice 2020	<b>48 328,30</b>		Reste à réaliser en dépenses (RAR) - exercice 2020	<b>22 407,65</b>	
Excédent 2019 - reporté	1 047,33				
Résultat exercice 2020	62 414,07				
<b>Excédent global à reporter au BP 2021</b>	<b>63 461,40</b>		Remboursement capital de la dette	156 100,00	
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé en 2021</b>	<b>230 000,00</b>				
<b>Disponibilités</b> avant remboursement du capital de la dette en 2020	<b>341 789,70</b>	<b>A</b>	<b>Total des dépenses obligatoires avant propositions nouvelles</b>	<b>178 507,65</b>	<b>B</b>

<b>DISPONIBLE</b> (après prise en compte des RAR 2020 en dépenses et en recettes et du remboursement du capital de la dette année N )	<b>163 282,05</b>	<b>C = A-B</b>
<b>Estimations Recettes nouvelles (prévisions 2021)</b>		
FCTVA	<b>70 700,00</b>	
Reprise de dettes (Métropole)	<b>16 762,00</b>	
Subventions Métropole Rouen Normandie FAA / FSIC	<b>72 188,00</b>	
<b>Recettes nouvelles previsionnelles année 2021</b>	<b>159 650,00</b>	<b>D</b>
<b>Réserves financières (Recettes d'ordres)</b>		
Virement de la section de fonctionnement		
Recettes d'ordre - Amortissement	<b>76 004,23</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>76 004,23</b>	<b>F</b>
<b>TOTAL RECETTES PREVISIONNELLES - ANNEE 2021</b>	<b>398 936,28</b>	

un besoin de financement résiduel de près de 140 000 € par rapport au programme d'investissement pour 2021 qui sera à combler par les subventions qui seront sollicitées .

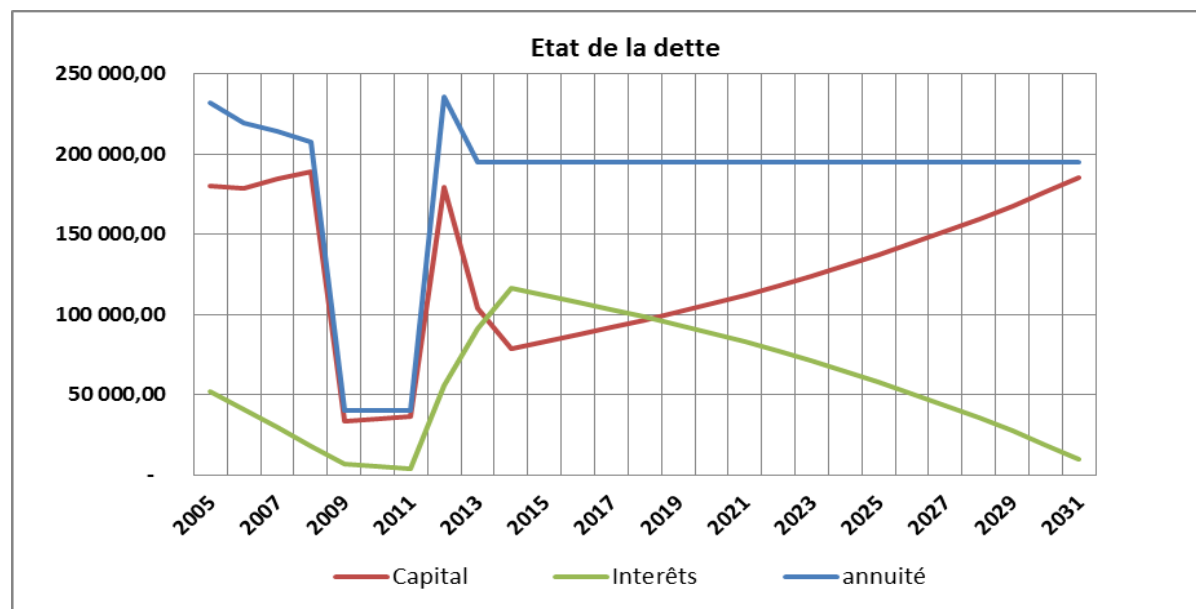
# L'ENDETTEMENT

En 2021, la collectivité souhaite poursuivre son désendettement.

Il n'est pas prévu de faire appel à l'emprunt pour le financement du programme d'investissement.

De ce fait la collectivité entend actionner tous les leviers de financement possibles ( DETR, FAA, FSIC...) pour satisfaire aux besoins de financement résiduel.

De ce fait au 31/12/2021 l'encours de la dette sera de : **2 143 749,06 € soit 528 € / Hab.**



## Projections budgétaires 2021 - section de fonctionnement

	LIBELLE	BP 2016	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	EVOL BP 2021/2020
O11	Charges à caractère général	900 000,00	906 200,00	889 570,00	1 001 055,00	1 024 200,00	852 437,82	1 026 300,00	0,21%
O12	Charges de personnel et frais assimilés	2 043 500,00	2 070 600,00	2 107 656,87	2 174 832,00	2 243 376,72	2 088 633,14	2 264 000,00	0,92%
O14	Attenués de produits	20,00	20,00	6 397,00	7 000,00	7 000,00	3 277,00	7 000,00	0,00%
65	Dépenses de gestion courante	350 400,00	315 000,00	213 303,00	181 759,00	205 500,00	181 639,97	205 500,00	0,00%
<b>Total charges de gestion</b>		<b>3 293 920,00</b>	<b>3 291 820,00</b>	<b>3 216 926,87</b>	<b>3 364 646,00</b>	<b>3 480 076,72</b>	<b>3 125 987,93</b>	<b>3 502 800,00</b>	0,65%
66	Charges financières	155 000,00	145 000,00	239 914,00	126 513,02	119 230,00	118 509,93	110 930,00	-6,96%
67	Charges exceptionnelles	17 580,00	3 500,00	3 500,00	8 793,36	6 500,00	1 544,35	4 614,80	-29,00%
68	Dotations aux amortissements et provisions	5 000,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00	-	7 000,00	0,00%
O22	Dépenses imprévues				-	-			
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>3 471 500,00</b>	<b>3 447 320,00</b>	<b>3 467 340,87</b>	<b>3 506 952,38</b>	<b>3 612 806,72</b>	<b>3 246 042,21</b>	<b>3 625 344,80</b>	0,35%
O23	Opération d'ordre de transfert entre sections			54 820,71	96 823,59			-	#DIV/0!
O42	Total des opérations d'ordre	92 520,44	89 051,67	407 740,25	81 655,11	78 110,30	78 110,30	76 088,26	-2,59%
<b>Total dépenses d'ordre</b>		<b>92 520,44</b>	<b>89 051,67</b>	<b>462 560,96</b>	<b>178 478,70</b>	<b>78 110,30</b>	<b>78 110,30</b>	<b>76 088,26</b>	-2,59%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>3 564 020,44</b>	<b>3 536 371,67</b>	<b>3 929 901,83</b>	<b>3 685 431,08</b>	<b>3 690 917,02</b>	<b>3 324 152,51</b>	<b>3 701 433,06</b>	0,28%

	LIBELLE	BP 2016	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	
	excédent reporté		100 507,03	71 856,98	107 945,22	137 549,64		139 866,06	1,68%
O13	Attenuation de charges	5 000,00	-	25 000,00	43 093,36	25 000,00	60 088,16	25 000,00	0,00%
70	Produit des services et des domaines	247 500,00	246 832,56	277 500,00	280 500,00	267 000,00	197 756,01	234 500,00	-12,17%
73	Impôts et taxes	1 888 800,00	2 001 236,00	1 975 712,00	1 992 042,00	2 026 514,00	2 035 658,28	2 035 514,00	0,44%
74	Dotations et participations	1 310 935,00	1 136 986,08	1 214 717,00	1 190 843,00	1 164 557,00	1 167 233,79	1 164 700,00	0,01%
75	Autres produits de gestion courante	47 500,00	44 000,00	48 000,00	64 800,00	64 600,00	88 904,30	97 000,00	50,15%
<b>Produits de gestion</b>		<b>3 494 735,00</b>	<b>3 429 054,64</b>	<b>3 515 929,00</b>	<b>3 528 185,00</b>	<b>3 522 671,00</b>	<b>3 489 552,38</b>	<b>3 531 714,00</b>	0,26%
76	Produits financiers	7 880,00	7 019,00	7 116,00	5 607,00	4 853,00	4 853,00	4 853,00	0,00%
77	Produits exceptionnels	600,00		310 000,00	-		1 117,20	-	
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>3 508 215,00</b>	<b>3 436 073,64</b>	<b>3 858 045,00</b>	<b>3 576 885,36</b>	<b>3 552 524,00</b>	<b>3 555 610,74</b>	<b>3 561 567,00</b>	0,25%
	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement								
<b>Total recettes d'ordre</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>3 508 215,00</b>	<b>3 536 580,67</b>	<b>3 929 901,98</b>	<b>3 684 830,58</b>	<b>3 690 073,64</b>	<b>3 555 610,74</b>	<b>3 701 433,06</b>	0,31%

# Projections budgétaires 2021 - section d'investissement

DEPENSES		RAR 2020	Propositions nouvelles 2021	BP 2021 (Propositions + RAR)
	<b>Opérations d'équipement</b>	<b>22 407,65</b>	<b>538 800,00</b>	<b>561 207,75</b>
13	subventions d'investissement			
16	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>		<b>156 100,00</b>	<b>156 100,00</b>
18	<b>Compte de liaison</b>			
27	<b>Autres immobilisations financières</b>			
O20	<b>Dépenses Imprévues</b>			-
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>22 407,65</b>	<b>694 900,00</b>	<b>717 307,75</b>
O23	Virement à la sect. d'investissement			
O40	OPER.D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION			
O41	Opérations patrimoniales			
<b>Total des dépenses d'ordre</b>				

<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>22 407,65</b>	<b>694 900,00</b>	<b>717 307,75</b>
--	------------------	-------------------	-------------------

RECETTES				BP 2021+RAR
COMPTE	LIBELLE	RAR 2020	Propositions nouvelles 2021	
001	<b>Résultat reporté</b>	<b>48 328,30</b>	<b>63 461,40</b>	<b>111 789,70</b>
13	Subventions d'investissement	-	<b>72 188,00</b>	<b>72 188,00</b>
10	Dotations fonds divers et réserves		<b>300 700,00</b>	<b>300 700,00</b>
1022	<i>Dont FCTVA</i>		<i>70 700,00</i>	<i>70 700,00</i>
	<i>Dont TLE</i>			
1068	<i>Excédent de fonctionnement capitalisé</i>		<i>230 000,00</i>	<i>230 000,00</i>
16	reprise de dettes par la metropole		<b>16 762,00</b>	<b>16 762,00</b>
	Emprunt		<b>139 863,82</b>	<b>139 863,82</b>
	opérations financières			
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>48 328,30</b>	<b>592 975,22</b>	<b>641 303,52</b>
O21	Virement section de fonctionnement		-	-
O40	Opération d'ordre de transfert entre section		<i>76 004,23</i>	<i>76 004,23</i>
O41	Opérations patrimoniales		-	-
<b>Total des recettes d'ordre</b>			<b>76 004,23</b>	<b>76 004,23</b>
<b>TOTAL recettes d'invest de l'exercice</b>		<b>48 328,30</b>	<b>668 979,45</b>	<b>717 307,75</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>48 328,30</b>	<b>668 979,45</b>	<b>717 307,75</b>

# A retenir

**Commission des finances - 09 mars 2021**

**Conseil municipal - 10 mars 2021**

- **Vote du compte administratif pour l'année 2020**
- **Adoption du Budget Primitif de l'année 2021**